



Photo : David Sanchez

Lors du départ de la manifestation dans la Basse-Ville de Québec.

UNE MANIFESTATION RAPPELLE LE BESOIN URGENT DE PLUS DE LOGEMENTS SOCIAUX À QUÉBEC

PAGE 8

GRANDE RÉUSSITE POUR LE FESTIVAL FLAMMÈCHES ET DISSIDENCE

PAGE 11

TROIS MESURES POUR SÉCURISER LA CÔTE DE LA RUE CLAIRE-FONTAINE

PAGE 10

LOCATAIRES DE TOUS LES QUARTIERS, « PASSEZ » VOTRE BAIL !

PAGE 6

Hausse de loyer * Travaux majeurs * Bloc à vendre
* Menace d'éviction ou de reprise de logement

**Problèmes de logement ?
Locataire, tu as des droits !**

Contactez
le Comité populaire
Saint-Jean-Baptiste
418-522-0454





DONNER LA PAROLE AU QUARTIER : LANCEMENT DU PORTRAIT DE SAINT-ROCH 2025

Par Pascaline Lamare

Le 26 mai dernier, une centaine de personnes se sont rassemblées pour célébrer le lancement officiel du *Portrait de Saint-Roch 2025*, un ouvrage foisonnant porté par l'Engrenage Saint-Roch. Fruit d'une vaste démarche participative, cette publication éclaire les enjeux actuels du quartier à travers les voix de celles et ceux qui y vivent, y travaillent, ou le fréquentent chaque jour.

Journal de quartier publié à 5 000 exemplaires, quatre ou cinq fois par an depuis 1990, *L'Infobourg* est un média libre et participatif qui défend sans ambages les droits et les intérêts des classes populaires. Les articles sont des espaces de parole pour les auteur-riche-s, et sont portés par un souci d'inclusivité. Diverses techniques d'écriture inclusive y sont valorisées.

Écrivez-nous, passez nous voir !

Comité de rédaction pour ce numéro

Marie-Ève Duchesne, Pascaline Lamare, Hélène Matte, Andrée O'Neill.

Ont aussi contribué

Yvon Boisclair, Anthony Cadoret, François Dignard, Alex Janelle, Agathe Légaré, Gabrielle Verret.

Graphisme

Anne-Christine Guy

Correction

Catherine Duchesneau

Photographie

Toutes les photos proviennent du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, sauf avis contraire.

Publicité

Marie-Ève Duchesne (418 522-0454)

Coordonnées

780, rue Sainte-Claire, Québec, G1R 5B9
418 522-0454
www.compoppop.net
comite.populaire@videotron.ca

Veillez noter que notre politique d'information est sur le site web du Compop : compoppop.net/polinfo

La publicité est la principale source de revenus de *L'Infobourg*. Le déficit d'opération du journal est assumé par le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, un organisme communautaire principalement financé par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, Centraide et par des activités d'autofinancement.



Photo : Marie-Josée Marcotte

Le livre est disponible en ligne gratuitement ou en version papier à la Librairie Pantoute, au coût de 2 \$.

Réalisé grâce à l'implication d'une vingtaine de citoyen-ne-s bénévoles, de partenaires communautaires et universitaires, le *Portrait de Saint-Roch 2025* s'appuie sur les témoignages et les réflexions de plus de 500 personnes consultées entre décembre 2023 et mars 2024. Des données factuelles, des perspectives historiques et une grande diversité de récits viennent y croiser les regards sur les réalités multiples du quartier : logement, pauvreté, itinérance, vitalité économique et culturelle, solidarités, aménagement urbain, mobilité... Rien n'est laissé de côté.

« Saint-Roch est un territoire très politique, rappelle Marie-Noëlle Béland, directrice générale de l'Engrenage. Plusieurs choix influencent le territoire. Il fallait prendre un pas de recul, se pencher sur les causes, l'historique, prendre le temps d'écouter, de documenter. » Cette prise de recul, collective et ancrée dans l'expérience du quotidien, se matérialise dans un document richement illustré par Virginie Gagné, ponctué de nombreuses citations citoyennes. On peut le lire d'un trait ou le feuilleter au gré des thématiques : l'idée est de rendre l'information accessible sans en sacrifier la profondeur.

Un quartier en transformation, des solidarités à réaffirmer

Le *Portrait de Saint-Roch 2025* dresse un constat nuancé de l'évolution du quartier. Si le niveau de revenu moyen y a augmenté, Saint-Roch demeure le secteur de Québec où l'on retrouve le plus de personnes seules et en situation de pauvreté. La transformation du tissu social est palpable : on y côtoie de nouvelles et nouveaux arrivant-e-s, des artistes, des aîné-e-s, des personnes marginalisées, des familles, des travailleur-se-s, dans un espace de forte proximité. Cette diversité est d'ailleurs identifiée comme l'une des grandes richesses du quartier, au même titre que la proximité des services et la vie culturelle.

L'histoire du quartier témoigne d'une tradition de mobilisation : de l'îlot Fleurie au Comité citoyen de l'Air 10, en passant par le Mouvement Rivière vivante, les résident-e-s ont su faire entendre leur voix pour défendre leurs milieux de vie. Le Portrait s'inscrit dans cette filiation : il ne se contente pas d'observer les changements, il cherche à comprendre leurs causes et à inspirer les actions futures. En ce sens, il devient un outil de conscientisation et d'empouvoirement collectif.

Un outil pour réfléchir ensemble

À une époque où la « revitalisation » est trop souvent pensée à l'aune de données économiques extérieures, ce travail invite à redonner la priorité aux savoirs citoyens. Il fait parler celles et ceux qui habitent le territoire, qui l'expérimentent au quotidien, bien au-delà des statistiques.

Accessible gratuitement en ligne (portraitstroch.com) et en vente à la librairie Pantoute (25 \$), l'ouvrage a également été mis en valeur à travers une exposition présentée dans la vitrine du sous-sol de l'église Saint-Roch jusqu'au 11 juin dernier.

En donnant la parole au quartier, en révélant les récits cachés derrière les façades, l'Engrenage Saint-Roch nous invite à poser un regard sensible et lucide sur un territoire en transformation. Ce portrait n'est pas une simple photographie : c'est un appel à l'action, une main tendue pour que les changements à venir soient portés avec les communautés, et non contre elles.

Marché
Richelieu
Complice de votre quotidien



Viandes, charcuteries & fromages
Fruits & légumes - Boulangerie - Prêt-à-manger
Grande sélection de bières de micro-brasseries

Ouvert 7 jours, de 8h à 21h

850 rue Saint-Jean, Québec, G1R 1R3 (418) 522-4889

COUPER L'AIDE SOCIALE, C'EST CHEAP EN SALE !



Photo : ADDSQM

Lors du rassemblement du 11 juin dernier, les manifestant-e-s ont exprimé leur colère contre les dernières coupures budgétaires annoncées par la ministre Rouleau.

(La rédaction) L'Association pour la défense des droits sociaux Québec métropolitain (ADDSQM), l'Association de défense des droits sociaux de la Rive-Sud (ADDS Rive-Sud) et le Regroupement des femmes sans emploi du nord de Québec (ROSE du Nord) ont manifesté le 11 juin devant les bureaux du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale à Québec, afin de faire entendre à la ministre Chantal Rouleau que « couper l'aide sociale, c'est cheap en sale ». Les trois groupes de défense de droits des personnes assistées sociales ont organisé ce rassemblement dans le but de dénoncer le projet de règlement de la ministre Chantal Rouleau, publié récemment dans la *Gazette officielle du Québec*, qui annonce des mesures appauvrissantes pour les prestataires de 58 ans ou plus, les prestataires monoparentales avec enfant de moins de cinq ans et les demandeur-se-s d'asile.

Selon ce projet de règlement, à compter du 1er janvier 2026, les personnes prestataires sans contrainte de santé reconnue par le ministère qui atteignent l'âge de 58 ans et celles monoparentales avec enfant à charge de moins de cinq ans n'auront plus accès à l'allocation pour contraintes temporaires à l'emploi. « Ces personnes perdront cette bonification de 166 \$ par mois et seront condamnées à tenter de survivre avec le petit chèque de seulement 829 \$ par mois. Madame Rouleau les enfonce dans la grande pauvreté en les privant d'environ 20 % de leur revenu », a dénoncé lors de cette action Monique Toutant, militante à l'ADDSQM.

Au surplus, il s'agit d'une mesure qui s'attaque particulièrement aux femmes. Selon Sarah Pelletier de ROSE du Nord, « le projet de règlement de la ministre Rouleau est antiféministe. Environ 90 % des familles monoparentales qui sont sur un des programmes d'assistance sociale sont dirigées par des femmes. Ce sont elles qui vont être touchées en premier par cette réforme ». Les groupes ont également dénoncé les coupes qui toucheront les demandeur-se-s d'asile. Le projet de règlement annonce l'abolition, dès le 1er octobre prochain, des ajustements à la prestation de base qui sont accordés aux demandeur-se-s d'asile afin de compenser leur inadmissibilité au crédit d'impôt de solidarité. Ces ajustements varient, selon la situation familiale, entre 14,92 \$ et 29,83 \$ par mois.

« Depuis des mois, la ministre Rouleau répète dans les médias son intention de rendre le régime d'assistance sociale plus humain et moins punitif. Visiblement, ses bottines ne suivent pas ses babines », s'est indigné William Demers, militant salarié à l'ADDS Rive-Sud. Pour les trois groupes de défense de droits, ce n'est certainement pas en appauvrissant davantage des milliers de personnes pauvres au Québec que la ministre démontre la moindre volonté d'humaniser le système. Au contraire, elle ne fait qu'amplifier le mépris qui frappe de plein fouet les personnes assistées sociales depuis des décennies. Elle doit rectifier le tir en renonçant aux coupures des allocations pour contraintes temporaires et des ajustements pour demandeur-se-s d'asile.

LE SOCIALISME, C'EST MEILLEUR POUR LA SANTÉ

Par Andrée O'Neill

Notre système de santé craque de partout, mais ce n'est peut-être qu'un avant-goût de ce qui nous attend si nous ne réussissons pas à freiner les changements climatiques – ce qui malheureusement semble désormais un objectif hors d'atteinte. Nous sommes parti-e-s pour faire face à des bouleversements sans précédent : économiques, sociaux mais surtout sanitaires. Et l'économie capitaliste qui est la nôtre depuis des siècles fait tout pour nous préparer le plus mal possible à cette menace sur nos soins de santé.

Au Québec pourtant, au début des années 70, nous avons posé les bases d'un des modèles de services de santé les plus avant-gardistes en Amérique du Nord. Le gouvernement libéral de Robert Bourassa a d'abord implanté un régime public et universel (ou presque) d'assurance-maladie à l'automne 70 puis, quelques mois plus tard, a mis sur pied le réseau des CLSC ou Centres locaux de services communautaires, fortement inspirés de ce que les membres de la Commission Castonguay-Nepveu, en tournée en Europe pour étudier cette question, avaient vu en Tchécoslovaquie (un des pays satellites de l'URSS à cette époque) : une première ligne forte, centrée sur la prévention et sur une approche multidisciplinaire qui prend en compte l'environnement socioéconomique des personnes soignées. Tout le contraire d'une médecine de soins curatifs, de médicaments et de systèmes hospitaliers.

Mais c'était sans compter la résistance des milieux d'affaires, des chambres de commerce, des compagnies d'assurance et particulièrement des médecins (qui, faut-il le rappeler, s'étaient massivement opposés à l'adoption de la Loi sur l'assurance-maladie en 1970). Dès le milieu de cette même décennie, une contre-offensive s'est amorcée contre la « médecine communiste » et pour le retour du « bon docteur, de l'hôpital et du pilulier ».

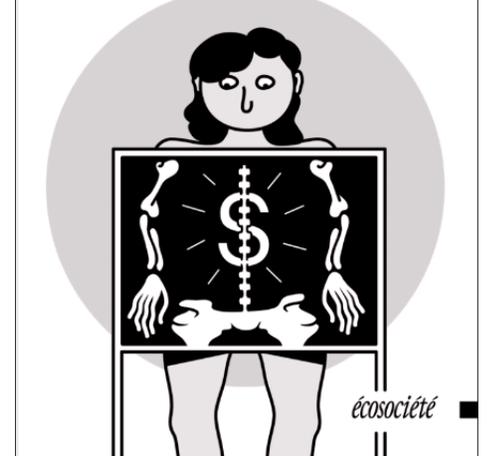
C'est ce que nous relate Anne Plourde, chercheuse à l'Université York et à l'Institut de recherche et d'information socioéconomique, dans *Le capitalisme, c'est mauvais pour la santé*. Coupes dans les services et le personnel, démantèlement progressif des CLSC, rémunération disproportionnée accordée aux médecins, tout a été fait pour que la médecine redevienne une occasion d'affaires.

La santé est un enjeu politique, mais le capitalisme dépolitise cet enjeu, par exemple lorsqu'on nous enjoint d'adopter de « saines habitudes de vie », alors que notre environnement (physique, économique, social) nous en empêche ; ou lorsqu'on nous persuade – de plus en plus souvent depuis au moins une quinzaine d'années – que payer de notre poche pour avoir accès à des soins ou des examens est la seule solution possible pour préserver notre santé. C'est dans l'essence même du capitalisme de générer des inégalités économiques et des conditions de vie qui détériorent tant notre santé que celle de la planète, car c'est ce qui le fait rouler jusqu'à maintenant.

Peut-être serons-nous tenté-e-s, la prochaine fois que notre médecin (si on a la chance d'en avoir un, bien sûr), nous vantera les bienfaits du régime méditerranéen, de l'activité physique ou de la cessation du tabagisme, de lui suggérer la lecture de cet ouvrage pour le ou la convaincre qu'il n'y a pas que les gras trans, la cigarette ou la sédentarité qui sont mauvais pour notre santé.

Anne Plourde, *Le capitalisme, c'est mauvais pour la santé*, Éditions Écosociété, 2021.

ANNE PLOURDE
LE CAPITALISME,
C'EST MAUVAIS
POUR LA SANTÉ



Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste c'est:
Un journal de quartier, L'INFOBOURG



CRÉER DES PONTS : L'INCUBATEUR CRÉATIF DE LA BIBLIOTHÈQUE GABRIELLE-ROY COMME LEVIER DE COLLABORATION ET D'INCLUSION

Par Pascaline Lamare

Et si les bibliothèques devenaient des lieux d'expérimentation sociale, culturelle et citoyenne ? C'est le pari de l'incubateur créatif de la bibliothèque Gabrielle-Roy, un projet qui rassemble des organismes communautaires et culturels de Québec pour faire émerger des initiatives innovantes. Au cœur de la cohorte 2024-2025, plusieurs collaborations ont vu le jour, dont l'installation touchante *Tous nos chemins*, fruit d'un dialogue entre alphabétisation, art imprimé et radio communautaire.

Un laboratoire de cocréation au service du bien commun

Lancé par la bibliothèque Gabrielle-Roy, l'incubateur créatif est un projet d'innovation culturelle unique en son genre. Son objectif ? Favoriser la synergie entre des organismes aux missions diverses, en leur offrant un espace commun d'expérimentation. À travers des rencontres mensuelles, un accompagnement personnalisé, l'accès à des technologies de pointe, des espaces de création et un soutien financier, l'incubateur devient un véritable carrefour de création sociale et culturelle.

Chaque organisme de la cohorte est invité à proposer une activité ouverte au public, participer à des ateliers de réflexion et de réseautage et cocréer avec d'autres organismes une œuvre ou un événement original, ancré dans la réalité citoyenne. La cohorte 2024-2025 a réuni sept organismes : SPIRA, CKIA FM, Engramme, Atout-Lire, Motivaction Jeunesse, le Centre de valorisation du patrimoine vivant Ès Trad, et Le Pignon Bleu (ils devaient être huit au départ et travailler en binômes). Ensemble, ils ont exploré de nouvelles manières de faire communauté à travers la culture.

Tous nos chemins : marcher le quartier, faire entendre les voix oubliées

Parmi les projets issus de cette cohorte, *Tous nos chemins* illustre avec éloquence la portée inclusive de la démarche. Né de la collaboration entre Atout-Lire (organisme d'alphabétisation populaire du quartier Saint-Sauveur), le centre d'artistes Engramme, CKIA FM et l'artiste Samuel Breton, ce projet a permis à des citoyen-ne-s en alphabétisation ou en francisation de prendre part à une création collective forte et sensible.

Guidés-e-s par l'artiste Samuel Breton, les participant-e-s ont exploré le quartier Saint-Sauveur avec un œil neuf : appareil photo en main, ils ont capté leurs repères visuels, ce qui leur permettait de s'orienter dans un environnement parfois difficile à lire, au sens littéral. Ces photographies ont ensuite été transformées en sérigraphies, à travers un processus accessible et valorisant, utilisant le calque pour faciliter le dessin. « Le papier calque, c'est magique. C'est aussi une façon de redonner confiance à ceux et celles qui ont peur de mal faire, de ne pas être capables », explique Samuel Breton, qui insiste également sur le fait que créer est intimidant. J'ai été touché, quand ils sont venus imprimer chez Engramme. Une des participantes qui dit " non mais là, c'est quand même beau ce qu'on a fait ». C'est le genre de moment qui me touche beaucoup ".

CKIA FM, qui s'est joint au projet en cours de route, y a intégré une dimension sonore : des capsules enregistrées avec les participant-e-s enrichissent l'exposition d'un volet narratif vivant, porteur de mémoire et d'émotions. Ce partenariat illustre l'esprit de l'incubateur : croiser les compétences, briser les silos, coconstruire des projets à la fois artistiques et profondément humains.

Une diversité de projets ancrés dans la communauté

Loin d'être un cas isolé, *Tous nos chemins* s'inscrit dans une cohorte dynamique, où d'autres projets ont vu le jour grâce à l'incubateur.

Tournages en court – Motivaction Jeunesse et SPIRA

Dans ce projet, des jeunes de l'école La Cité et du centre Phénix ont réalisé deux courts-métrages dans le cadre de laboratoires Kino, un format intensif et collaboratif. Le résultat : *Pensée magique* et *Trouver sa voix*, deux œuvres touchantes accompagnées par des cinéastes professionnels (Paméla Bisson et Maxime Laurin). Un accès direct à la création audiovisuelle, dans un contexte bienveillant et formateur. On peut visionner ces courts-métrages sur Vimeo :
Pensée Magique : <https://vimeo.com/1090157396>
Trouver sa voix : <https://vimeo.com/1090157651>

Fête des familles : des traditions vivantes – Ès Trad et Le Pignon Bleu

Ce projet festif et intergénérationnel a mis de l'avant la diversité des cultures et des traditions vivantes, à travers spectacles, savoir-faire artisanaux, musique, danse et repas partagé. Une invitation à découvrir des traditions québécoises et du monde dans un cadre convivial et inclusif.

Un modèle à pérenniser

Au-delà des réalisations concrètes, ce que révèle l'incubateur créatif, c'est le pouvoir du lien. Lien entre milieux culturels et communautaires. Lien entre publics diversifiés. Lien entre la bibliothèque, souvent perçue comme un lieu de savoir, et la vitalité des quartiers populaires de Québec.

Pour Frédéric Carrier, l'expérience est à recommencer. « Les activités nous ont donné plein d'idées, pour refaire des projets au sein d'Atout-lire, certes, plus réduits, plus ponctuels. On a une banque d'outils vraiment intéressants à essayer ». Pour CKIA FM, récemment devenue propriétaire d'un bâtiment au Carré-Lépine, il s'agit de projets à encourager, très cohérents avec sa mission de faire entendre des voix trop souvent absentes des grands médias. Alors que la bibliothèque Gabrielle-Roy poursuit sa transformation, l'incubateur agit déjà comme catalyseur d'innovation sociale. Dans un monde où les inégalités d'accès à la culture persistent, ce programme offre un modèle inspirant de collaboration horizontale, de médiation inclusive, et de création partagée.



Photo: Pascaline Lamare

Une partie des installations que l'on peut voir à la bibliothèque Gabrielle-Roy jusqu'au 13 juillet.

Tous nos chemins – à voir, à écouter

Exposition visible à la bibliothèque Gabrielle-Roy jusqu'au 13 juillet 2025 (deuxième étage).

Table ronde radiophonique à propos du projet, avec les organismes partenaires disponible en ligne au :
https://soundcloud.com/ckiafm/tous_nos_chemins.

CAROTE
JOYEUSE

ÉPICERIE
SANTÉ

690, rue Saint-Jean
Québec (Qc) G1R 1P8
Tél : 418-647-6881
Fax : 418-647-3953
Courriel : info@lecrac.com

LE RÉGIME CANADIEN DE SOINS DENTAIRES, MAINTENANT POUR TOUS LES ÂGES

Par Agathe Légaré

Depuis le jeudi 29 mai 2025, les adultes de 35 à 54 ans ont – enfin – accès au Régime canadien de soins dentaires (RCSD) et peuvent y adhérer s'ils répondent aux critères d'admissibilité. Ainsi, la réforme est complète puisqu'elle englobe toutes les catégories d'âges, du bébé naissant sans dent au centenaire sans dent, lui aussi...

Il faut cependant être admissible.

Le Régime s'adresse aux moins nantis de la société, ceux et celles dont le revenu familial net rajusté était inférieur à 90 000 \$ en 2024. Et ce qui prouve le vrai revenu, c'est votre déclaration de revenu pour 2024 et l'avis de cotisation de Revenu Canada.

Autre condition d'admissibilité : vous ne devez pas être couvert par une assurance dentaire privée ou financée par un employeur ou un régime de retraite. Cependant, vous pouvez avoir déjà accès à une assurance publique, comme celle de la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

Le Régime fédéral couvre des services offerts par les hygiénistes dentaires, les dentistes, les denturologistes qui acceptent d'y adhérer.

Parmi les soins couverts, signalons :

- en prévention, l'examen, la radiographie, le nettoyage, le détartrage, et pour les enfants, les scellants et le fluor ;
- les obturations (« plombages »), les couronnes, les extractions ;
- le traitement de canal ;
- les prothèses dentaires, complètes ou partielles ;
- les soins d'urgence.

Cependant, le Régime ne couvre pas les implants dentaires et d'autres interventions ultraspecialisées.

PRÉSENTER UNE DEMANDE

(A. L.) Le gouvernement du Canada enverra des lettres aux résidents canadiens, de 18 à 64 ans, potentiellement admissibles au Régime depuis 2025. La lettre papier les invitera à présenter une demande d'adhésion pour eux-mêmes et leur époux/épouse ou conjoint/conjointe de fait.

La grève de zèle aux Postes pourrait retarder l'expédition et la distribution de ces lettres. Si vous avez reçu votre avis de cotisation de Revenu Canada, vous pouvez prendre les devants et présenter une demande sans attendre la lettre d'invitation.

Vous pouvez le faire par internet, sur le site de Service Canada ou du RCSD. Ou bien, si vous n'êtes pas à l'aise avec l'informatique, téléphonez au 1 833 537-4342 pour Ottawa, ou au 1 800 622-6232 pour la ville de Québec.

Service Canada vous confirmera par écrit votre adhésion ou votre non-admissibilité pour l'année 2025.

La compagnie d'assurances Sun Life, qui administre le Régime, vous enverra une trousse de bienvenue avec une carte de membre numérotée du Régime, laquelle vous devrez présenter au fournisseur de soins. C'est le dentiste, l'hygiéniste ou le denturologiste qui facturera la Sun Life et qui vous facturera aussi une petite partie des frais



Régime canadien de soins dentaires



LA QUOTE-PART

(A. L.) Presque tous les dentistes, les hygiénistes et les denturologistes de notre région ont adhéré au Régime. De même que les cliniques-écoles du cégep François-Xavier Garneau et de l'Université Laval.

Vérifiez quand même si votre « fournisseur de soins bucco-dentaires » a adhéré.

Ensuite, avant d'accepter un traitement et de le recevoir, demandez à votre fournisseur le montant que vous devrez lui payer.

Par exemple, un-e dentiste ou un-e denturologiste peut exiger un prix plus élevé que celui remboursé par le Régime. De plus, certains services spécialisés ne sont pas du tout couverts, même si le ou la professionnel-le vous les recommande.

Surtout, vous pourriez avoir à déboursier une quote-part, si votre revenu familial net rajusté se situe entre 70 000 \$ et 90 000 \$.

Vous paierez 40 % des coûts et le Régime, 60 %, si ce revenu se situe entre 70 000 \$ et 79 999 \$. Vous paierez 60 % des coûts, et le Régime, 40 %, si ce revenu se situe entre 80 000 \$ et 89 999 \$.

Le Régime paie 100 % des coûts des services admissibles seulement pour les gens dont le revenu familial net rajusté est inférieur à 70 000 \$.

Si vous avez des questions ou que vous rencontrez des difficultés, rabattez-vous sur les bureaux de circonscription de nos députés.

Au fédéral, pour le bureau de Jean-Yves Duclos, composez le 418 523-6666. L'adresse est la suivante : 600, boulevard Charest Est, bureau 201.

Au provincial, pour le bureau d'Étienne Grandmont, composez le 418 646-6090. L'adresse est la suivante : 830, rue Saint-Joseph Est, bureau 403.

Le Vestiaire du Faubourg

Du lundi au samedi de 12 h à 16 h
et le jeudi de 12 h à 20 h

Horaire sujet à changement. Contactez-nous pour le vérifier.

780, rue Sainte-Claire | 418-522-0454



LOCATAIRES DE TOUS LES QUARTIERS, « PASSEZ » VOTRE BAIL !

Par François Dignard, intervenant social au Bureau d'animation et information logement du Québec Métropolitain (BAIL)

À l'approche du 1er juillet, jour de grand déménagement au Québec, le BAIL lance un appel à la solidarité à tous-tes les locataires. Si vous quittez votre appartement, participez à la campagne « Passe-moi ton bail ! », qui consiste à remettre une copie de votre bail et, le cas échéant, de votre dernier avis de modification aux nouveaux-elles habitant-e-s. En posant ce geste, vous leur permettrez de contester la hausse abusive de loyer qui pourrait leur être imposée.

Déménagements et hausses abusives

Nombre de propriétaires cupides profitent des déménagements pour hausser le coût des loyers de façon démesurée. Les plus récentes données de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) font d'ailleurs foi de ce phénomène endémique. En effet, dans la région métropolitaine de recensement de Québec, le prix des logements de deux chambres à coucher ayant changé de locataires a, en moyenne, augmenté de 11,8 %, environ trois fois plus que celui des unités dont le bail a été renouvelé (4,3 %).

Un recours défaillant

Selon le Code civil du Québec, les locataires qui emménagent dans un appartement peuvent demander au Tribunal administratif du logement (TAL) d'en fixer le loyer, lorsqu'elles ou ils paient un loyer supérieur à celui dont s'acquittaient leurs prédécesseur-e-s.

Pour permettre aux locataires d'exercer leur droit à la fixation de loyer, la loi exige des propriétaires qu'ils indiquent, à la section G du bail, le montant que les ancien-ne-s résident-e-s déboursaient mensuellement pour se loger. Si cette obligation était respectée, les locataires disposeraient de l'information nécessaire pour évaluer le caractère raisonnable, ou déraisonnable, de la hausse exigée.

Or, les propriétaires contreviennent trop souvent à leur obligation légale de documenter adéquatement la section G. En effet, nombre d'entre eux omettent sciemment de compléter cette section, ou y inscrivent un loyer beaucoup plus élevé que celui versé réellement par les habitant-e-s précédent-e-s. C'est ce que révèle d'ailleurs une récente étude du Collectif de recherche et d'action sur l'habitat : dans 70 % des décisions rendues en fixation de loyer entre 2013 et 2022, la section G n'était pas remplie ou contenait un montant frauduleux. Sachant qu'il sera fort difficile pour les locataires de connaître le coût réel de l'ancien loyer et de faire contrôler le leur par le TAL sans cette information, les propriétaires profitent de cette faille pour hausser démesurément le prix des unités locatives.

Une solution rejetée du revers de la main

La solution contre les hausses excessives, lors des changements de locataires, est bien connue : l'établissement d'un registre public et gratuit des loyers, qui répertorierait le prix de l'ensemble des appartements de la province. Cet outil permettrait aux locataires d'avoir accès aux preuves nécessaires pour se prévaloir de leur droit à la fixation de loyer. Pourtant, la ministre de l'Habitation, France-Élaine Duranceau, refuse fermement d'implanter un tel registre, se rendant ainsi complice des abus des propriétaires.

En attendant un registre des loyers

Devant le refus catégorique de la ministre Duranceau d'instaurer un registre des loyers, soyez solidaires si vous déménagez et « passez » votre bail aux locataires qui vous succéderont ! « Passer » son bail demeure, jusqu'à maintenant, l'unique moyen de fournir une information fiable sur l'ancien loyer. Ce geste permettra non seulement aux nouveaux-elles occupant-e-s d'éviter une hausse abusive, mais il profitera également à l'ensemble des locataires en favorisant un meilleur contrôle du coût des loyers. Contre l'exploitation des propriétaires avides, la solidarité entre locataires est de mise !



Photo : BAIL

Le BAIL a tenu un kiosque à Limoilou, le 12 juin, avec la Table citoyenne Littoral-Est pour inviter les locataires à passer leur bail.

À SACRÉ-CŒUR

Par Yvon Boisclair

Par bonheur, je suis logé, nourri, soigné, dans un centre hospitalier de soins de longue durée appelé Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur.

Situé dans Saint-Sauveur, ce centre respire encore la paix divine dont les religieuses fondatrices ont imprégné toute la bâtisse. L'architecture a conservé la mode du temps : plafonds blancs très hauts, arcades au-dessus de chaque porte, corridors longs d'un bout à l'autre de la bâtisse. Sur les murs, on retrouve d'agréables fantaisies contemporaines : arbres, papillons, oiseaux.

Au moment de la fondation, en 1873, les sœurs Augustines s'occupaient des enfants épileptiques et des enfants abandonnés.

Aujourd'hui, on soigne sur deux étages 70 patients en grande perte d'autonomie.

Le personnel vient en grande partie de l'Afrique. Mais peu importe leur origine, les employé-es ont à cœur leur travail car pour elles et eux, c'est une vocation. Nous nous sentons privilégié-es qu'elles et ils prennent si bien soin de nous. S'il y a de jolis papillons sur les murs, il y en a aussi dans l'âme du personnel.

Je vis dans l'essentiel : paix, beauté, compréhension, chaleur.

Annoncez-vous dans L'Infobourg

Pour toute information, consultez notre kit média en ligne
compop.net/publicite

Ou contactez nous
au téléphone:

418-522-0454

Par courriel

comite.populaire@videotron.ca



**Vous méritez mieux.
Joignez la CSN !**



**Conseil
central**
de Québec-
Chaudière-
Appalaches

Toujours confidentiel - 418 647-5810
sesyndiquer@csn.qc.ca



LES 30 ANS DE LA MARCHÉ DU PAIN ET DES ROSES CÉLÉBRÉS À QUÉBEC : UN APPEL À CONTINUER LA LUTTE



Lors des prises de parole du début de cette marche commémorative, au parc du Musée.

(La rédaction) Près de 2 000 personnes se sont rassemblées, le 7 juin, dans les rues de Québec pour souligner les luttes féministes, 30 ans après la marche Du pain et des roses.

Du Musée des Beaux-Arts du Québec, jusqu'à l'Assemblée nationale, à l'image de la marche s'étant conclue le 4 juin 1995, les marcheur-se-s se sont ensuite dirigé-e-s à la Place George V. Sous le thème « Marchons pour Du pain et des roses », encore et plus que jamais, les chants, les slogans et les diverses prises de paroles ont rappelé les revendications de 1995 et leur actualisation dans le contexte de 2025, permettant de faire le point sur les luttes féministes pour combattre la pauvreté dont les femmes sont les premières victimes.

L'événement du 7 juin concluait une série de marches locales débutées le 26 mai, réalisées dans 12 régions du Québec, par 25 organismes du mouvement féministe, communautaire et syndical, avec la collaboration d'une trentaine d'autres organisations de leurs réseaux. Environ 1 200 personnes ont participé à ces marches, parcourant 5 550 km au total, en hommage au trajet de 1995.

« Les actions organisées autour du 30e anniversaire de la marche Du pain et des roses, et surtout, la ferveur avec laquelle les revendications féministes ont été portées aujourd'hui, sont de bon augure pour la suite du mouvement », souligne Sylvie St-Amand, présidente de la Fédération des femmes du Québec et co-porte-parole des actions de Marchons pour Du pain et des roses, encore et plus que jamais.

« La marche de 95 nous a appris que même, et peut être surtout, dans des moments difficiles, il ne faut pas baisser les bras. C'est justement le moment de se mobiliser quelle que soit la manière ! », lance Françoise David, porte-parole de l'événement et présidente de la Fédération des femmes du Québec en 1995. Un rosier symbolique a été remis à la présidente de l'Assemblée nationale, madame Nathalie Roy, laquelle a indiqué souhaiter le mettre en terre à proximité du monument soulignant la lutte des suffragettes, sur le terrain de l'Assemblée nationale. Mesdames Ariane Émond, Michèle Rouleau, Marie-José Turcotte et Marjorie Villefranche, marraines de la marche en 1995, étaient présentes, en compagnie de mesdames Arcelle Appolon, Florence-Agathe Dubé-Moreau, Melissa Mollen-Dupuis et Adina Ungureanu, co-marraines pour les actions de 2025.

La marche s'est conclue par une invitation à un grand rassemblement organisé par la Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes, à Québec le 18 octobre prochain, dans le cadre de la 6e édition de cette marche internationale, issue de celle de 1995.

Pour avoir plus d'informations sur ce qu'est la marche Du pain et des roses de 1995 et ses revendications, vous pouvez consulter le site Internet de la Fédération des femmes du Québec (FFQ) : <https://ffq.qc.ca/portfolio-items/marchons-pour-du-pain-et-des-roses-encore-et-plus-que-jamais/>.

C'EST L'ÉCLATEMENT DES SAVEURS CHEZ ÉRICO. PLUS DE 70 CRÈMES GLACÉES, SORBETS, YOGOURTS ET TOFUS GLACÉS, EN ALTERNANCE.

Profitez des belles journées estivales pour venir vivre une aventure des plus gourmandes!



Érico
CHOCOLATERIE CRÉATIVE
MUSÉE DU CHOCOLAT
634, RUE SAINT-JEAN, QUÉBEC
T. 418 524-2122 | ERICO-CHOCOLATIER.COM

Le Comité Populaire Saint-Jean-Baptiste c'est:
Des actions concrètes pour défendre nos intérêts et nos droits !

UNE MANIFESTATION RAPPELLE LE BESOIN URGENT DE PLUS DE LOGEMENTS SOCIAUX À QUÉBEC

(La rédaction) À l'appel du FRAPRU et de ses membres à Québec, près de 200 personnes se sont réunies à la place de l'Université-du-Québec, le 24 mai dernier, pour exiger des investissements massifs pour le logement social, la seule solution durable pour mettre fin à la crise du logement qui touche des milliers de ménages locataires à travers le Québec. Leur message : si le développement du logement social n'est pas mieux financé et planifié, la crise d'inabondabilité qui frappe les locataires de la région ne fera qu'empirer.

Avec le FRAPRU, les groupes logement de Québec pressent le gouvernement Legault de prévoir immédiatement de nouveaux investissements pour le logement social. Sans cela, le développement de logements sociaux, qui a connu une bonne année à Québec en raison d'investissements datant déjà de plusieurs mois, risque d'être de nouveau au ralenti. Le virage du gouvernement caquiste vers le financement à la pièce de projets où l'abordabilité réelle n'est pas garantie leur fait craindre que les projets qui réussiront à se réaliser dans l'avenir ne répondront pas aux besoins urgents. Pour cette raison, le FRAPRU et ses groupes membres à Québec revendiquent au moins un programme pérenne et uniquement dédié au logement social. Tout en déplorant que le gouvernement caquiste se soit contenté de suivre les investissements fédéraux dans les derniers mois, plutôt que de se doter de cibles ambitieuses dans sa stratégie en habitation, le FRAPRU et ses membres interpellent le nouveau gouvernement canadien pour qu'il bonifie sans tarder ses investissements dans le logement social.

Manque de logements sociaux : un sentiment d'urgence au sein de la population

Le sentiment d'urgence est bien présent, non seulement dans les groupes de défense du droit au logement, mais chez les locataires qui voient le prix des logements exploser et qui constatent que les projets immobiliers privés annoncés contribueront à tirer encore plus les loyers vers le haut. « Le marché privé occupe une trop grande place et les prix exorbitants contribuent à rendre précaire la situation d'un nombre grandissant de locataires », s'inquiète Gabrielle Verret, permanente au Comité populaire Saint-Jean-Baptiste et porte-parole des membres du FRAPRU à Québec. Sans contrôle du marché privé, ce serait de la pensée magique de croire que tous les logements neufs promis vont sortir les locataires à faible et modeste revenus de la crise dans laquelle elles et ils sont plongé·e·s. Si on veut que les prix cessent d'augmenter, il faut planifier maintenant un nombre suffisant de logements sociaux, sans but lucratif, et le faire sur plusieurs années. « Dans nos quartiers, le logement social est déjà un rempart contre la gentrification et la spéculation immobilière, mais il en manque cruellement. Ça ne devrait pas être un privilège d'y avoir accès. C'est urgent d'augmenter la trop maigre part qu'il occupe actuellement », constate Gabrielle Verret.

L'approche du gouvernement caquiste nuit au développement

Pourtant, le développement futur du logement social est menacé, et ce, malgré les nombreuses mises en chantier annoncées ces dernières semaines. Le principal programme québécois permettant le financement de logements sociaux, le Programme d'habitation abordable Québec (PHAQ) est encore mal adapté pour permettre à des projets de lever de terre rapidement, constatent les groupes sur le terrain. Sauf exception, le dernier appel de projets remonte à juin 2023. La manière d'attribuer le reste des fonds publics destinés au logement social « et abordable » ajoutent à l'inquiétude. Depuis quelques mois, Québec procède à des annonces ponctuelles par décret, sans appel de projets publics ni cadre clair. Ce système d'attribution à l'extérieur de programmes gouvernementaux semble nuire à la réponse aux besoins les plus urgents, comme l'a constaté cette semaine le Vérificateur général du Québec*. Cet octroi de fonds publics au cas par cas se fait souvent au détriment des communautés locales. L'îlot Saint-Vincent de Paul situé sur le parcours de la manifestation offre un exemple de ces difficultés qui persistent, même lorsque la municipalité met en réserve un site à des fins de logement social. Des bannières ont d'ailleurs été accrochées autour de ce site au passage de la manifestation.

Le budget 2025-2026 n'a prévu aucune enveloppe pour de nouvelles unités de logement sans but lucratif, nuisant ainsi à la prévisibilité nécessaire au démarrage de nouveaux projets. « On n'a ni prévisibilité, ni aucune garantie pour l'avenir et à mesure que les annonces se succèdent, la ministre de l'Habitation relève les seuils de loyers admissibles des projets financés, afin de diminuer au maximum la contribution de Québec », dénonce Véronique Laflamme, porte-



Photo : David Sanchez

Pendant le trajet de la manifestation, un petit clin d'œil a été fait au projet de l'îlot Saint-Vincent de Paul, toujours en attente de son financement.

parole du FRAPRU. « Il est urgent de se doter d'un vrai plan de match et de se donner des objectifs chiffrés de réalisation de logement réellement abordables immédiatement pour les milliers de locataires qui en ont besoin. Ne pas le faire nous coûte très cher collectivement », martèle la porte-parole. Le FRAPRU et ses membres estiment qu'il faudrait au minimum doubler le parc de logements sociaux en quinze ans. Concrètement, cela signifie qu'il faut réaliser au moins 10 000 nouvelles unités par an. Pour y arriver, des investissements immédiats des deux paliers de gouvernements et des programmes publics consacrés au logement social sont nécessaires.

Tout au long de la semaine, le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, le Comité logement d'aide de Québec Ouest, le Comité des citoyennes et citoyens du quartier Saint-Sauveur et la Table citoyenne Littoral Est se sont relayés pour identifier des sites où des logements sociaux pourraient voir le jour et mettre en lumière les besoins dans les différents quartiers. Ils ont interpellé la Ville pour qu'elle augmente la cadence en matière d'acquisition d'immeubles et de terrains et pour qu'elle double son objectif actuellement de 500 logements sociaux par année. Au moins 1 000 sont nécessaires par année selon eux pour répondre aux besoins les plus urgents et contenir l'inabondabilité induite par les nombreux développements immobiliers privés. Du même souffle, ils ont rappelé aux gouvernements canadien et québécois leur devoir d'agir pour mettre en œuvre le droit au logement qu'ils voient actuellement reculer.

Cette manifestation a été suivie d'une occupation du terrain de l'ancienne école Saint-Louis-de-Gonzague, un terrain appartenant à la Ville de Québec depuis décembre 2023.

* Le rapport 2024-2025 du VGQ constate que dans les faits, une faible proportion des 15 113 logements en développement ou en réalisation seront réservés aux ménages à faible revenu. En effet, écrit le VGQ, dans le cadre des nouvelles initiatives (PHAQ, ententes avec les fonds fiscalisés et les développeurs), seulement 26 % des logements sont octroyés ou sont réservés à des ménages à faible revenu.



Mélissa Coulombe-Leduc
Conseillère municipale du district électoral du Cap-aux-Diamants
Membre du comité exécutif

Au plaisir de vous servir!

melissa.coulombe-leduc@ville.quebec.qc.ca | 418 641-6080

VILLE DE
QUÉBEC
l'accent
d'Amérique

AU CŒUR DE L'OCCUPATION : UN CAMPMENT DE 24 H POUR LE LOGEMENT SOCIAL

Par Gabrielle Verret



Photo : Véronique Laflamme

C'est sous la pluie que les occupant-e-s ont pu installer leur tente pour revendiquer du logement social.

Dans le cadre de la Semaine d'actions et d'occupations de terrains et de bâtiments du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), une vingtaine de militant-e-s de Québec ont occupé le terrain de l'ancienne école Saint-Louis-de-Gonzague et du Foyer Nazareth, propriétés de la Ville de Québec depuis décembre 2023. Durant près de 24 heures, des activités, un panel de discussions, une assemblée des occupant-e-s ainsi qu'un souper communautaire étaient au programme.

La grande manifestation régionale organisée par le FRAPRU a rassemblé plus d'une centaine de personnes à la place de l'Université-du-Québec. Ayant pour thème *La clé, c'est le logement social*, plusieurs établissements ont été identifiés sur le parcours de la marche comme des lieux hautement symboliques pour le logement social. Suivant cette logique, la manifestation a bifurqué sur la rue Richelieu, où les militant-e-s se sont empressé-e-s d'installer leur matériel sur le terrain à occuper, sous les applaudissements de la foule.

Un terrain au potentiel immense pour du logement social

Acquis pour 8 millions de dollars par la Ville de Québec dans le but « d'améliorer la qualité de vie dans le quartier et d'attirer de nouveaux résident-e-s », selon le maire Marchand, le terrain de l'ancienne école Saint-Louis-de-Gonzague a le potentiel d'accueillir jusqu'à 150 logements*. En pleine crise du logement, il est impératif que ces logements soient socialisés, en totalité ou en partie. Pour répondre aux besoins les plus criants, la part de logement social dans le parc locatif québécois devrait atteindre 20 % d'ici 2040, ce qui représente environ 1 000 logements sociaux supplémentaires par année à Québec. À ce jour, aucun projet n'a été annoncé publiquement pour ce terrain.

Les conséquences d'un manque de prévisibilité du provincial

Alors qu'il est minuit moins une avant le 1er juillet, plusieurs projets portés par la communauté demeurent en attente d'un financement du gouvernement provincial. Bien que la Ville de Québec continue d'acquérir des terrains stratégiques en vue d'y construire du logement social à l'aide de son droit de préemption, l'absence d'un programme dédié ainsi que le manque d'objectifs clairs sur le nombre d'unités à livrer chaque année freinent la concrétisation de ces projets essentiels pour nos quartiers. Le droit de préemption permet à une municipalité d'acheter en priorité un terrain ou un immeuble mis en vente lorsque celui-ci est situé dans une zone désignée à des fins d'intérêt public (logement social, parcs, transport, loisirs). Une fois assujéti, un immeuble peut rester sous ce régime pour une période de 10 ans. Si le bien est mis en vente, la Ville doit être avisée et dispose d'un délai pour exercer son droit d'achat.

En avril 2024, 2 757 ménages admissibles à un logement social figuraient sur la liste d'attente de l'Office municipal d'habitation de Québec (OMHQ). L'îlot Saint-Vincent-de-Paul, situé sur le parcours de la manifestation qui menait à l'occupation, illustre bien cette impasse. Acquis par la Ville en décembre 2022 pour 12 millions de dollars, ce terrain fait l'objet d'un projet de 150 logements sociaux, incluant un jardin communautaire, un centre de la petite enfance et un parc. Malgré l'appui municipal en février 2024 à un projet sur lequel de nombreux-ses actrices du milieu de l'habitation sociale et le Compop ont travaillé, le financement gouvernemental tarde à se descendre. Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste continuera les pressions nécessaires pour la réalisation du projet.

Un panel qui a suscité l'indignation

Le panel de discussion avait pour thème *Les luttes sociales actuelles pour susciter la solidarité et l'indignation*. Celui-ci réunissait Emilia Castro, de la Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes, qui a présenté les luttes féministes mondiales ; Jonathan Carmichael, de l'ADDS-QM, qui a dénoncé les injustices et la violence institutionnelles subies par les personnes assistées sociales ; finalement, Chantal Gariépy, de Droit de Cité, qui a témoigné de la précarité vécue par les chambreur-se-s, une population de locataires hautement précarisée. Elle a montré comment ceux-ci sont souvent évincé-e-s illégalement en pleine crise de l'abordabilité, dans une complète indifférence sociale et dans la complaisance du SPVQ. Cette dernière intervention, très poignante, a inspiré une action de solidarité réalisée dimanche le 25 mai par les occupant-e-s. Devant l'ancien bar McFly, les militant-e-s ont installé des panneaux remplis de messages de solidarité pour la douzaine de chambreur-se-s récemment évincé-e-s de manière brutale et illégale de leurs logements, situés au-dessus de l'ancien bar. Cette situation prouve autrement l'importance du logement social, qui est à ce jour le seul moyen de procurer la stabilité résidentielle aux locataires les plus précaires.

* Ville de Québec, « Des avancées pour l'amélioration de la qualité de vie dans le Vieux-Québec », https://www.ville.quebec.qc.ca/apropos/espace-presse/actualites/fiche_autres_actualites.aspx?id=29643, 1er décembre 2023.



ETIENNE GRANDMONT

Député de Taschereau



**ASSEMBLÉE
NATIONALE
DU QUÉBEC**

830, rue St-Joseph Est, bureau 403, Québec 

Etienne.Grandmont.TASC@assnat.qc.ca 

418 646-6090 

UNE HAIE DE HONTE COMME RIPOSTE PRO-CHOIX

(La rédaction) Le 31 mai dernier, des féministes pro-choix de la région de Québec ont manifesté au parc de l'Amérique-Française et dans la Haute-Ville de Québec pour montrer leur désaccord avec des idées véhiculées par un groupe anti-choix concernant l'interruption volontaire de grossesse (IVG). Pour faire suite à l'annonce du retour d'un événement organisé par Québec-Vie dans la Capitale-Nationale, les groupes de femmes ont formé un comité nommé « Riposte », qui considère que la liberté de choisir n'est pas un débat à avoir. C'est pourquoi ce comité organisateur a invité les militantes pro-choix à former une « Haie de la honte ». Elles se sont rendues visibles et bruyantes afin de dénoncer la présence des militants anti-choix, confrontant ainsi leurs idées rétrogrades.



Photo: Guitté Hartog

Les féministes ont manifesté bruyamment et ont pu faire sentir leur présence tout au long du rassemblement anti-choix.

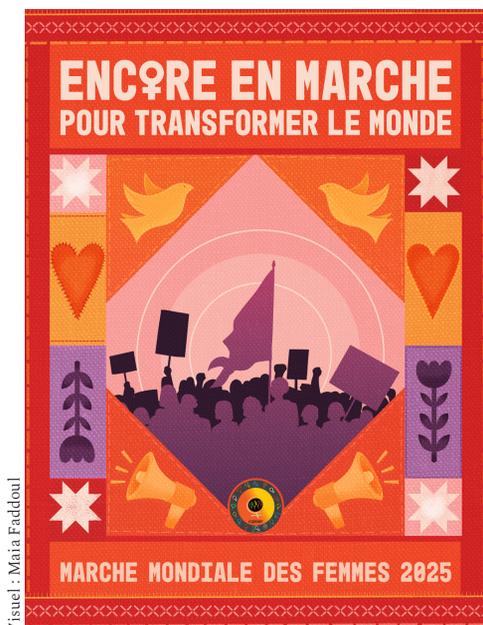
En effet, le 31 mai 2025 se tenait la deuxième édition de la Marche pour la vie, événement organisé par les anti-choix qui invitent plusieurs orateur-riche-s, de personnes issues du milieu politique et des chefs religieux, à demander au gouvernement de restreindre le droit à l'avortement. Les groupes de femmes pro-choix n'ont vu d'autres options que d'organiser un rassemblement féministe pour rééquilibrer l'occupation de l'espace et ne pas laisser libre cours au discours des anti-choix qui brime les droits des femmes. Les groupes pro-choix considèrent que chaque femme ou chaque personne peut disposer de son propre corps et veiller à faire le meilleur choix pour elle-même et que chaque raison pour avoir recours à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) est une bonne raison. Au Canada, plus de trente ans après la décriminalisation de l'avortement, il est inacceptable que cette question soit de nouveau remise sur la table.

Le mouvement pro-choix québécois, appuyé d'un large consensus social, défend le droit des femmes, des personnes trans et non-binaires de disposer de leur corps. La « Haie de la honte » représente ainsi la force du groupe et du nombre pro-choix. En parfaite opposition à la haie d'honneur, une démonstration d'estime, de considération, ou de respect, ce rassemblement populaire et inclusif voulait dénoncer le manque de respect total des anti-choix pour la vie des personnes qui avortent dans des conditions non sécuritaires ou mettent à terme des grossesses non désirées.

Le comité Riposte est composé de représentantes de différents groupes de femmes de la Capitale-nationale.

EN OCTOBRE, LA MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES S'INVITE À QUÉBEC

(M.-E. D.) Les 17 et 18 octobre 2025 se tiendront à Québec deux jours d'actions dans le cadre de la 6e action internationale de la Marche mondiale des femmes. Plus de détails sont à venir, mais à l'heure actuelle on peut déjà savoir qu'un « village féministe » devrait avoir lieu le 17 octobre prochain. La grande manifestation nationale aura lieu le 18 octobre. Vers midi, le rassemblement prendra place devant l'Assemblée nationale. Pour en savoir plus, vous pouvez consulter sur les réseaux sociaux les pages de la Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes (CQMMF) et du Regroupement des groupes de femmes de la Capitale-nationale. Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste diffusera également les informations à la rentrée.



Visuel: Maïa Faddoul

TROIS MESURES POUR SÉCURISER LA CÔTE DE LA RUE CLAIRE-FONTAINE

Par Anthony Cadoret, président du conseil de quartier Saint-Jean-Baptiste

Cet hiver, vous avez sans doute vu la vidéo montrant des voitures dévaler la côte Claire-Fontaine sans pouvoir arrêter. Par la suite, des articles de journaux sont parus, le conseil de quartier a organisé une discussion et envoyé une lettre à la Ville.

En réaction, la Ville a annoncé en avril trois mesures pour sécuriser la côte.

1. L'hiver prochain, la rue Claire-Fontaine sera aménagée en sens unique permettant seulement la montée entre la rue Saint-Jean et la rue Lockwell, tel qu'il est fait lors de la rue piétonne l'été. Ce sera un projet pilote l'an prochain qui pourrait mener à un aménagement permanent.

Cette mesure, suggérée par le conseil de quartier, viendrait fermer la partie la plus dangereuse de la côte. C'est un choix logique qui cible le lieu le plus dangereux, sans trop nuire à la circulation. C'est un choix logique qui cible le lieu le plus dangereux, sans trop nuire à la circulation.

2. Il y aura de nouveau un panneau « Arrêt » en descendant et en montant à l'intersection Claire-Fontaine/Lockwell.

Bien que la côte sera déjà fermée à la descente, ce panneau ralentira la circulation à l'intersection et la rendra plus sécuritaire.

3. Il y aura un bac d'abrasif en libre-service au cas où la pente soit glissante et que des passant-e-s voudraient agir rapidement.

Cette mesure peut sembler surprenante, mais comme plusieurs personnes ont témoigné avoir fait la circulation à la vue de voitures qui glissaient cet hiver en l'absence de réaction des services d'urgence, un bac d'abrasif aurait peut-être pu éviter des accidents, d'autant plus que de placer un bac d'abrasif doit être très peu coûteux. Cette mesure ne doit toutefois pas déresponsabiliser la Ville du maintien de la sécurité dans la côte.

Je salue sincèrement ces mesures qui viendront significativement sécuriser la côte et qui vont dans le sens des discussions et de la lettre du conseil de quartier. Et surtout, nous pourrions marcher dans le quartier l'esprit un peu plus tranquille !

Des éléments non répondus

Cependant, d'autres éléments soulevés par le conseil de quartier n'ont toujours pas été répondus.

D'abord, lors des accidents dans la côte cet hiver, le 311 et le 911 se sont renvoyés la balle et n'ont pas su réagir de façon à éviter d'autres accidents après les signalements par la population. Comme ce n'est pas la seule côte dans le quartier, j'espère que nous aurons de meilleures réactions de leur part dans le futur.

De plus, la Ville soutient malgré tout que la côte Claire-Fontaine répondait aux standards de déneigement. Pourtant, à la lecture des témoignages, il est évident que la côte était dangereuse, ce qui me fait questionner sur les critères de déneigement de la Ville dans les côtes de notre quartier.

Bien qu'anecdotique, une grande partie des voitures impliquées dans les accidents de cet hiver étaient des voitures électriques. Leur système de freinage régénératif et leur poids plus grand m'amènent à me questionner sur leur capacité de freinage dans les côtes de notre quartier. L'évolution du parc automobile en général, toujours plus gros, plus lourd et plus dangereux, m'amène aussi à me questionner sur les standards de déneigement de la Ville : évoluent-ils au même rythme que les voitures qui circulent sur nos routes ?

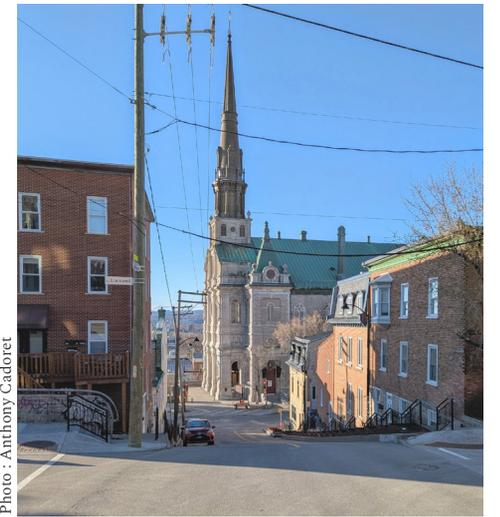


Photo: Anthony Cadoret

La fameuse côte donnant directement sur le parvis de l'église Saint-Jean-Baptiste.

GRANDE RÉUSSITE POUR LE FESTIVAL FLAMMÈCHES ET DISSIDENCE

Par Marie-Ève Duchesne

Du 13 au 15 juin, le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste (Compop) organisait un festival nommé Flammèches et dissidence, un événement gratuit et militant dans le faubourg Saint-Jean-Baptiste. Pendant ces trois jours, une foule d'activités a permis à plus de 600 personnes de s'y joindre : micro ouvert, karaoké urbain participatif, activités créatives, ateliers, conférences, « manifestives », spectacle de musique et drag brunch engagé.



Une foule nombreuse au parc Berthelot pour l'activité finale du festival : le drag brunch engagé.

Un festival riche de sens face aux enjeux sociopolitiques actuels

Dans un contexte de montée de l'extrême-droite et du recul des droits fondamentaux ici comme ailleurs, le festival du Compop se voulait un lieu de rassemblement, d'expression et de résistance. Art, musique et éducation populaire ont été au cœur de ces trois jours de mobilisation créative.

Fort d'un mandat de son assemblée générale annuelle, voté à la sortie de la pandémie, le Compop, appuyé par un comité de membres impliqué-e-s dans le projet, a travaillé à rendre ces trois jours inclusifs où familles et personnes seules, adultes et enfants se sont senti-e-s interpellé-e-s par l'une ou l'autre des activités proposées. Au total, ce sont plus de 600 personnes qui ont participé à l'une ou à l'autre de ces activités.

Lancement des festivités sur le parvis de l'église Saint-Jean-Baptiste

C'est au cœur du quartier, sur le parvis de l'église Saint-Jean-Baptiste, qu'a eu lieu le discours d'ouverture du festival le vendredi 13 juin, dès 19h. Les festivités ont débuté par un micro ouvert et un karaoké urbain, animé par les Street Angels, un collectif engagé qui s'est fait connaître à la Nuit des sans-abri. Ce collectif met en valeur les talents des gens de la rue, les droits des femmes et de tous les êtres humains à travers la musique.

Un samedi enflammé par l'art et la politique

Tout l'après-midi du 14 juin, sur une partie de la rue Saint-Jean, ateliers et conférences ont cohabité pour animer l'espace. Peinture au pochoir, sérigraphie, tricot-graffiti et fabrication de zines ont côtoyé le slam politique, le projet sur

l'avenir de l'école Saint-Patrick et l'agriculture urbaine le temps de quelques heures.

La journée s'est poursuivie en manifestive, un mélange entre une manifestation et une parade carnavalesque sur la rue Saint-Jean, artère centrale du faubourg. Une surprise attendait les participant-e-s coloré-e-s pour l'occasion : un spectacle des Chats de ruelle, un band de swing aux airs de la Nouvelle-Orléans.

Pour conclure cette journée haute en couleurs, le Centre : Hub créatif a accueilli les festivalier-ère-s pour un spectacle avec plusieurs artistes de tous les horizons : Calamine (rap queer, féministe et anti-capitaliste), Gab Paquet (sulfureux kitsch qui n'a rien d'un plaisir coupable) et Margaret Tracteur (savoureux mélange de bluegrass et de swing).

Un drag brunch pour clôturer l'événement

Pour le dernier jour du festival, tout le monde s'est réuni au parc Berthelot en mode pique-nique ! Un déjeuner mettant en vedette la cuisine végane était offert par le service de traiteur Partage Végétal. Le clou du spectacle : un show de drag, politique et engagé, mettant en vedette les artistes Cherry D'Amour, Sasha Belenfer et Cision.

Du soleil, du plaisir et beaucoup de logistique ont habité le faubourg lors de cette fin de semaine. Mais si la fatigue s'est bien fait sentir entre deux démontages de chapiteaux, ce sont les rires et les fous rires qui resteront dans les mémoires du comité organisateur, et surtout des nombreuses bénévoles. Un grand merci à toutes ces personnes qui ont permis de réaliser cet événement tant attendu.

LES TRAVAUX DANS LE FAUBOURG SE POURSUIVENT

(La rédaction) Vous l'avez sans doute déjà remarqué : encore cette année, le faubourg sera touché par des travaux de mai à novembre 2025. Ceux-ci reprendront en 2026, en coordination avec l'avancement du chantier du CPE sur la rue Saint-Olivier, selon les informations diffusées par la Ville de Québec lors de sa présentation publique du 14 avril dernier : Réaménagement des rues Saint-Olivier et Sutherland*.

Les rues Saint-Olivier (entre Philippe-Dorval et Sutherland) et Sutherland feront l'objet de divers travaux, notamment « la réfection des conduites souterraines, la modification de la géométrie de la rue et la remise en état des surfaces. Le projet prévoit aussi la plantation d'arbres, d'arbustes et de vivaces afin d'augmenter la canopée, de bonifier le verdissement, de réduire la minéralisation et de lutter contre les îlots de chaleur dans le secteur. » (Ville de Québec, 14 avril 2025).

Ce chantier permettra, entre autres, de rénover les réseaux d'aqueduc et d'égout, tout en aménageant de nouvelles rues partagées. Ces aménagements visent aussi à répondre aux préoccupations exprimées par les citoyen-ne-s. Ainsi, la rue Sutherland deviendra la cinquième rue partagée du quartier, avec la plantation de 18 arbres et l'intégration d'un corridor piétonnier protégé de deux mètres.

Travaux du CPE Coopérative Saint-Jean-Baptiste

L'ancien stationnement municipal situé au 280-286, rue Saint-Olivier, laissera bientôt place à un nouveau centre de la petite enfance (CPE) de deux étages. L'établissement pourra accueillir environ 80 enfants, dont 20 places en pouponnière, pour répondre aux besoins des familles du quartier. Le début des travaux est imminent, et la fin du chantier est prévue pour la fin 2025 ou le début de l'année 2026.

Mesures d'atténuation

La Ville de Québec a également présenté, le 14 avril dernier, les mesures prévues pour limiter les impacts des travaux sur le voisinage et faciliter les déplacements.

Pour atténuer le bruit, des alarmes à larges bandes seront utilisées sur les véhicules lourds, des amortisseurs seront installés pour prévenir le claquage des bennes, et des enceintes acoustiques pourront entourer les équipements fixes, comme les génératrices et les compresseurs.

Pour contrôler la poussière, les surfaces mises à nu seront rapidement compactées et stabilisées, et un nettoyage fréquent des zones en chantier sera effectué.

Pour assurer la mobilité et la sécurité dans le quartier, les travaux feront l'objet d'un séquençage rigoureux. Des signaleurs et policiers pourraient être déployés dans les secteurs plus sensibles, et le Centre de gestion de la mobilité intelligente (CGMI) assurera un suivi en temps réel grâce à ses caméras, ses panneaux à messages variables et une coordination continue avec les partenaires.

Par ailleurs, des agent-e-s d'Info-Chantier seront présent-e-s sur le terrain pour répondre aux questions des résident-e-s et assurer un suivi concernant les déménagements, les livraisons, la collecte des matières résiduelles, la gestion du stationnement et les plaintes. Il est possible de les joindre en composant le 3-1-1. Circulation dans la zone de travaux

Selon les informations de la Ville, la circulation locale sera maintenue sur les rues concernées, même si elles seront fermées à la circulation de transit. Les rues transversales, quant à elles, resteront accessibles. Des ajustements temporaires à la configuration des rues sont possibles, notamment des inversions de sens unique au besoin. Certains espaces de stationnement pourront également être relocalisés.

Pour rester informé-e

Toutes les informations à jour sur les travaux dans le faubourg sont disponibles sur le site de la Ville de Québec, dans la section Grands chantiers : https://www.ville.quebec.qc.ca/citoyens/travaux_entretien_rues/grands-chantiers/index.aspx

*Ville de Québec, «Réaménagement des rues Saint-Olivier et Sutherland», <https://www.ville.quebec.qc.ca/citoyens/participation-citoyenne/activites/CPFichierAzure.ashx?Fichier=d5a4d498-10cc-454d-8cf0-41bbf5c23da2.pdf>, 14 avril 2025.



La rue Sutherland, actuellement en chantier pour l'été et l'automne 2025, deviendra une autre rue partagée.

Annoncez-vous dans



L' INFOBOURG

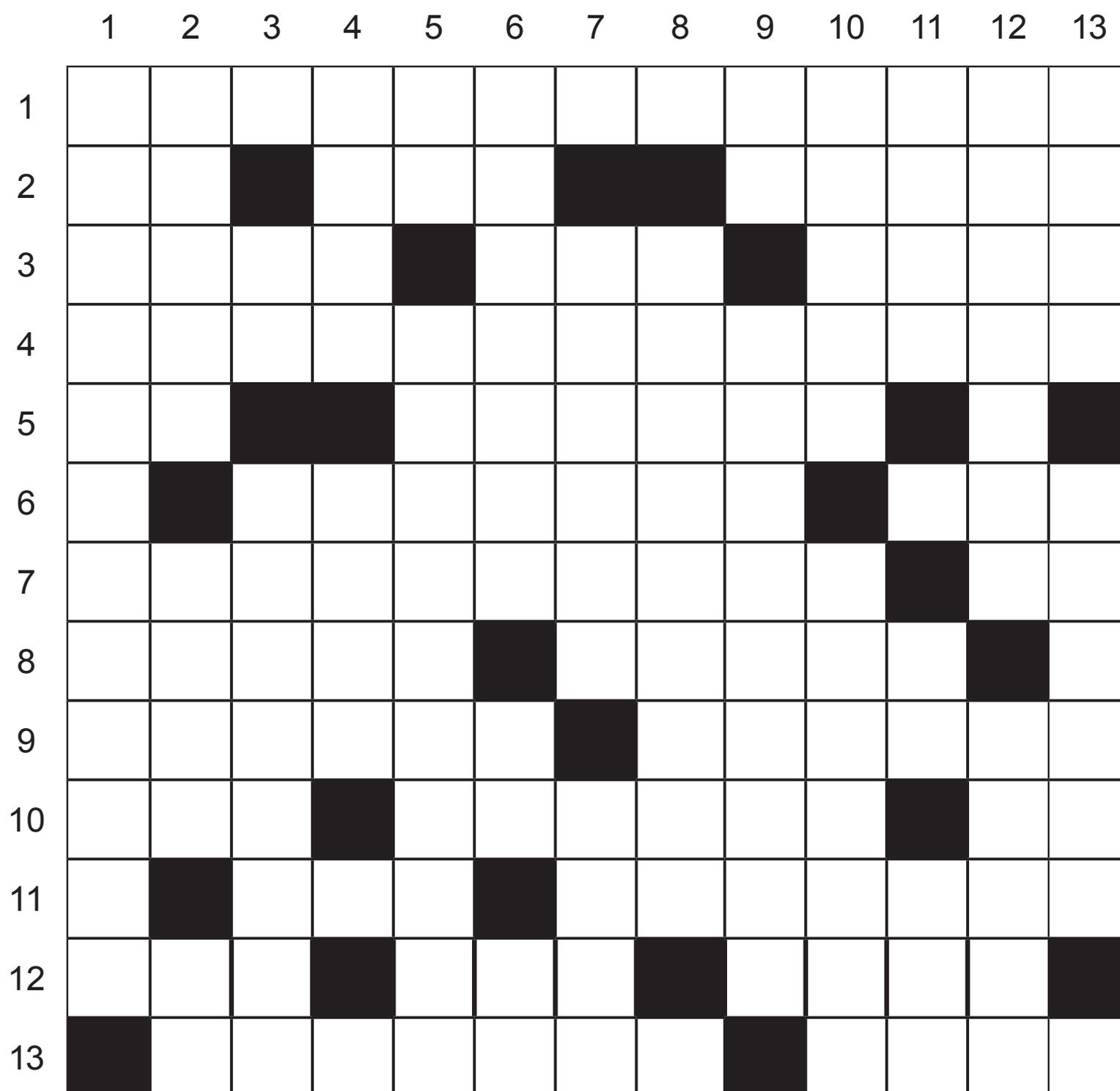
vue par plus de

5000

personnes dans le quartier

Mots croisés

Par Agathe Légaré



Horizontalement

1- Un même mot pour deux réalités : Au Canada, association des provinces et des territoires plus ou moins soumis à un pouvoir central qu'on préférerait faible. Au Québec, association de syndicats nationaux de travailleurs et de travailleuses qu'on préfère forte. 2- Métal précieux – Le lieu préféré des muralistes, des contestataires, des vacanciers. – Qui a des poils aux joues et au menton. 3- Industrie réglementée par l'État québécois et concurrencée par Uber X – Situation particulière d'un malade – Démolit complètement un édifice, le ramène au niveau du sol et même du sous-sol. 4- Se dit d'une loi ou d'une politique adoptée par un gouvernement ou une municipalité en vue de gagner les prochaines élections. 5- Bruit, bêlement du mouton – Dire en criant (s'). 6- L'histoire du gros méchant loup et des trois petits... – Première page des journaux papier et numériques. 7- Îlot de la Basse-Ville, site d'un projet de construction d'un complexe immobilier très contesté par une coalition d'organismes et d'individus – Préposition et pronom personnel de la troisième personne. 8- Dupée, roulée dans la farine – Altesse royale – Paresseux, bradype. 9- Habitant de la Lettonie, un pays balte – Capitale du Canada. 10- Ni petit enfant ni adulte – Bûcha, travailla avec acharnement – Assemblée générale. 11- Norme de l'Organisation internationale de normalisation – Manque de travail. 12 – En avoir plein le... , cela arrive souvent quand on se laisse manger la laine sur le... – Substance hallucinogène des années 1960 qui fait un retour en force – Notre Ginette nationale, commandeur de l'ordre des Arts et des Lettres de la République française. 13 – Exigeants, qui blâment sans indulgence – La vue, l'ouïe, le goût, l'odorat et le toucher.

Verticalement

1- La voie de communication la plus agréable entre Saint-Jean-Baptiste et Saint-Roch, avec sa pente douce, ses pavés, ses arbres, le partage de la route entre piétons et cyclistes et surtout l'absence des automobiles (deux mots). 2- À l'Assemblée nationale, une question d'un député peut être écrite ou... – Cours d'eau temporaires au Maghreb – Squelette. 3- Symbole chimique du xénon – Habitante de l'île de Crète. 4- L'argent, l'oseille, le... – « Oui » dans une langue ancienne du sud de la France. 5- Participe passé du verbe avoir – Secteur où se regroupent des entreprises de pointe, en vue de favoriser la création et le développement. 6- Lance une flèche, une réplique taquine – Conjonction à valeur négative – Abréviation de senior. 7- Répandit un liquide, ou versa un pot-de-vin – Organisation de coopération et de développement économique. 8- Le faubourg de la Basse-Ville, voisin immédiat du faubourg Saint-Jean-Baptiste (deux mots liés par un trait d'union). 9- Un groupe sanguin très rare, donneur universel de plasma et de plaquettes – Cause du tort, désavantage – Dieu de la mythologie scandinave, super-héros de l'univers Marvel. 10- Assécher – Échouâmes, manquaèmes. 11- Se rendras d'un lieu à un autre – Intelligence artificielle – Baudet plus intelligent qu'il n'en a l'air. 12- Persévérant, entêté, acharné – Véhicule de chemin de fer ou de métro, tiré par une locomotive. 13- Grand nuage – Recrute, embauche.

solution en page 16

FRANC SUCCÈS POUR LA NOUVELLE MOUTURE DU RENDEZ-VOUS DU COMMUNAUTAIRE

Par Alex Janelle, chargée de projet et responsable des communications à Mobilisation Haute-Ville

Le samedi 24 mai dernier s'est tenue la nouvelle formule du Rendez-vous du communautaire. Rebaptisée Fête communautaire – À la bonne franquette, cette édition a rassemblé plus de 20 organismes communautaires et accueilli près de 400 personnes. Un franc succès, considérant que les éditions précédentes se tenaient à l'extérieur et attiraient un nombre similaire de visiteur-se-s.



Photo : Mobilisation Haute-Ville

Plusieurs personnes ont participé à la nouvelle mouture de cet événement communautaire.

Dès le mois de février, le comité organisateur s'est posé la question suivante : comment attirer les gens à notre activité sans l'animation d'une rue passante? L'idée de proposer des activités et de la nourriture gratuite est alors apparue comme une belle façon de créer un événement festif tout en répondant à l'objectif principal : faire connaître les services et activités des organismes communautaires auprès de la population de la Haute-Ville.

Les participant-e-s ont ainsi pu profiter d'une offre variée : des cours de danse animés par la YWCA Québec, un stand extérieur de hot-dogs préparés par La Baratte, une friperie et un café citoyen animés par les bénévoles de la Société Saint-Vincent-de-Paul et de la Halte Saint-Joseph, ainsi que de nombreux kiosques d'organismes communautaires, le tout au Centre Lucien-Borne.

Cette édition a été l'occasion pour les organismes de se faire connaître auprès de la population, mais aussi de tisser de nouveaux liens entre eux.

La Fête communautaire illustre également la force du travail en concertation qui anime la Haute-Ville. La collaboration au sein du comité organisateur en est un bel exemple : chacune-e a contribué selon ses moyens, permettant de concrétiser une programmation à la hauteur de nos ambitions. À ce titre, le travail remarquable de l'équipe des Loisirs du Faubourg mérite d'être souligné.

POÉSIE

Par Yvon Boisclair

Cantook

Fusée de l'amour
Avec toi je suis en orbite
Fusée de l'amour, avec toi mon
Ciel s'étoile

Sarah

Elle nous avale de sa joie
Elle rit et tout s'éclaire
Elle cuit dans le four
De l'amour

Gaëlle

Elle guide les enfants
Elle se nourrit de leurs rires
Elle distribue son calme
De son regard

Fou Bar

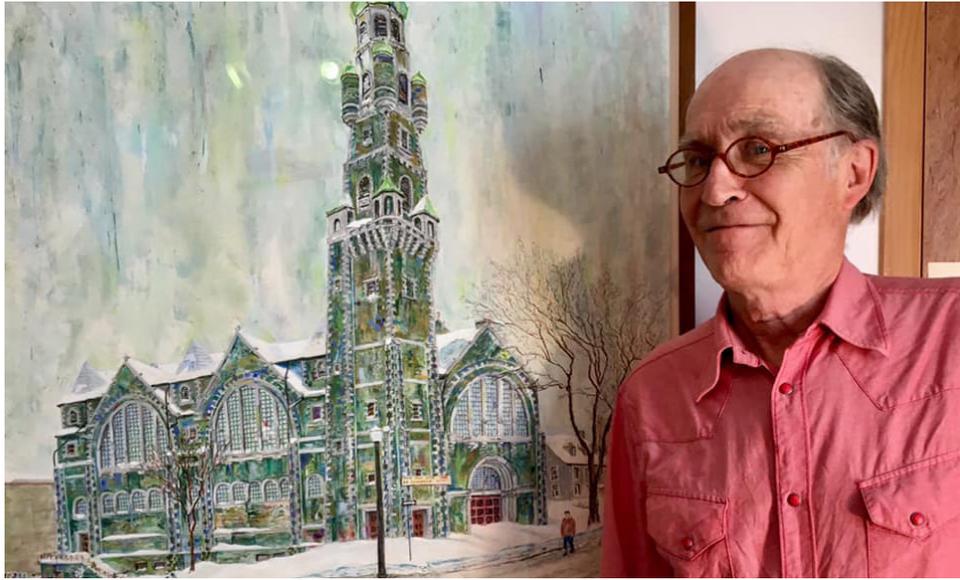
Bar de toutes les heures
Alcool de la tranquillité
En lui, je me distille

Deviens membre du Compop !

780, rue Sainte-Claire, Québec (QC), G1R 5B9
418-522-0454 | comite.populaire@videotron.ca

MARCHAND À LA SOLDE DES PROMOTEURS

Par Hélène Matte



Marc Boutin devant son dessin de l'Église Saint-Cœur-de-Marie, avant sa démolition.

Pompeusement, le 21 mai dernier, le maire de Québec annonçait qu'il allait utiliser la Loi 31 pour accélérer les mises en chantier partout sur le territoire. 18 projets immobiliers dérogeant des zonages seront autorisés sans possibilité de référendum. L'un de ces projets se situe dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, sur Grande-Allée. Dans l'espace où a odieusement été démolie le patrimoine original de l'église Saint-Cœur-de-Marie, on verra pousser un bâtiment de 20 étages alors que moins de dix sont prescrits.

Est-ce qu'on doit s'alarmer et condamner la hauteur ? Peut-être. Mais les arguments justifiant le geste méritent d'abord qu'on s'y attarde. Parce que l'opinion publique se fait berner ou se berne parfois elle-même, soulignons ici des pistes de réflexions visant à approfondir le débat.

Les tours sont-elles nécessaires à la densification ? Et bien non. « Il existe bien d'autres formes de densité, qui en plus utilisent mieux l'espace public », écrit Bertrand Lemoine (Archiström #94).

Est-ce que la densification empêche l'étalement urbain ? Non. Au contraire, l'immobilier sauvage implique une transformation radicale. L'arrivée massive d'un aménagement et d'une population déconnectée du milieu génèrent plutôt un phénomène de gentrification (de dispersion).

La densification permet-elle de régler la crise du logement ? Pas du tout ! Une étude de l'École nationale de l'administration publique (ENAP), publiée en août 2024, stipule qu'augmenter l'offre de logement ne permet pas de résoudre la crise de l'abordabilité et que les Villes négligent la spéculation dans les enjeux à considérer (Recension et analyse des stratégies et des instruments municipaux favorisant l'abordabilité en habitation, août 2024).

Cependant, l'idée principale que sous-entend la décision du maire est bien pire. Empêcher les référendums pour accélérer les constructions revient à dire que la démocratie citoyenne ralentit le développement et quelle est facultative. Or, la raison d'être intrinsèque de la Ville, et le fondement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, c'est la citoyenneté. Le maire semble oublier qu'il n'est qu'un élu. Son rôle n'est pas d'être le valet des promoteurs et des spéculateurs carburant au profit. Pour qui se fait le développement ? À qui appartient la ville ?

CONTRIBUEZ À LA NOUVELLE ADAPTATION DE SALUT, GADOU!

Par Hélène Matte

En 2021, un projet de médiation culturelle et cinématographique rendait hommage à l'histoire citoyenne du quartier Saint-Jean-Baptiste. Une dizaine d'ados des quartiers centraux s'étaient réunis autour de *Salut, Gadou!*, le roman de Malcolm Reid publié en anglais en 1983 (James Lorimer & Company, Toronto). Les jeunes s'initiaient ainsi à l'histoire bien réelle qui a inspiré cette fiction : celle d'une lutte urbaine déterminante des années 1970, le mouvement populaire de la rue Saint-Gabriel.



Une force dans tout un quartier, affiche de Marc Boutin, années 1970

L'adaptation cinématographique qui suivit, réalisée grâce au soutien et la contribution des jeunes, des citoyen-ne-s, des organismes et des commerçant-e-s locaux, a connu une diffusion exceptionnelle auprès d'une vingtaine de festivals à travers monde. Elle a obtenu plusieurs récompenses ici et ailleurs, dont le Prix Intergénération Québec et le Youth Sunrise Trophy (Allemagne). On peut maintenant voir le moyen métrage gratuitement sur le site de la Bande Vidéo.

En 2025, *Salut, Gadou!* est toujours d'actualité et une nouvelle adaptation se prépare, cette fois pour la scène. Ce sont des élèves de l'école Joseph-François Perrault qui y travaillent, une institution depuis longtemps reconnue pour les talents exceptionnels qu'elle met en valeur en matière d'arts de la scène. D'abord, un comité composé de Cécile, Jeanne, Anouk, Marguerite et Catherine ont lu la toute fraîche traduction du roman et ont considéré son adaptation pour les planches. À l'automne, plus de jeunes encore auront l'occasion de contribuer au projet auprès d'artistes professionnel-le-s. Charles-Alexis Côté sera directeur musical et nul autre que Michel Bertrand sera metteur en scène.

Le projet compte déjà la précieuse contribution de protagonistes historiques vénérables, comme l'auteur Malcolm Reid et un des cofondateurs de la Maison des jeunes Saint-Jean-Baptiste, Sandy McKay. Ce dernier partage notamment des photos d'époques et des anecdotes qui nourrissent ce qui prendra la forme d'un théâtre documentaire musical.



Affiche peinte sur la façade de la Maison des jeunes par Daniel Thibault dans les années 1970, archives du Comité populaire

Vous avez des photos du quartier datant des années 1970 ? Vous voudriez partager des images ou des films sur le mouvement Saint-Gabriel ? L'équipe de *Salut, Gadou!* est prête à les recevoir ou à venir à votre rencontre ! N'hésitez pas à la contacter : par téléphone au 418 933-2355 ou par courriel à hyperprod@hotmail.com.

